

## 30 ans d'avantages sociaux pour les frontaliers

La convention belgo-luxembourgeoise est un des accords bilatéraux les plus avancés en Europe en matière de sécurité sociale.

### SOCIAL

**A**ujourd'hui, plus de 220 000 frontaliers, dont 45 000 Belges, traversent chaque jour la frontière grand-ducale pour se rendre à leur travail. C'est l'essor économique du Grand-Duché dans les années 60 qui a poussé les deux pays à aboutir à la protection sociale des frontaliers.

Le travailleur frontalier belge a le choix, pour lui et les personnes à sa charge, du lieu où il souhaite se faire soigner, en Belgique ou au Grand-Duché. **S'il se fait soigner en Belgique**, il sera remboursé selon les barèmes belges de l'Inami, mais recevra plus tard un complément de la CNS luxembourgeoise, équivalent à la différence entre un remboursement grand-ducal et le remboursement belge.

**Il bénéficie des indemnités de maladie du régime luxembourgeois** : en cas d'arrêt de travail, il conserve sa rémunération pendant 52 semaines (les 13 premières en étant payé par son employeur, les suivantes par la caisse de maladie). Au-delà des 52 semaines, il bénéficie de 52 semaines supplémentaires en indemnités de maladie.

**Prestation familiale et bourses d'études pour études supérieures** : droit aux mêmes prestations familiales que les résidents luxembourgeois jusqu'à l'âge de 18 ans, avec extension jusqu'à 27 ans en cas d'études supérieures.

Pour rappel, une décision récente de la cour de Justice européenne tend à pousser l'état luxembourgeois à considérer qu'un enfant à charge d'un frontalier, même non biologique, doit bénéficier des mêmes droits qu'un enfant biolo-

gique.

**Congé de maternité selon la législation grand-ducale** : le congé débute 8 semaines avant la date prévue de la naissance et se poursuit 12 semaines après la naissance.

**Assurance-dépendance** : aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie, c'est-à-dire les domaines de l'hygiène personnelle, de la nutrition et de la mobilité.

Sans oublier **l'assurance accident de travail, chômage, pension, vacances annuelles**.

Autant d'avantages sociaux, plus intéressants qu'en Belgique, qui attirent de nombreux travailleurs belges vers le Grand-Duché

### En grande pompe

Lundi, jour de la fête nationale grand-ducale, syndicats, mutuelle et monde politique de sensibilité socialiste ont organisé une journée d'information et un colloque pour célébrer le 30<sup>e</sup> anniversaire



Ministres, députés et monde syndical de gauche se sont retrouvés pour un anniversaire important.

de la signature de la convention belgo-luxembourgeoise qui offre aux travailleurs frontaliers belges de bénéficier des mêmes avantages sociaux que ceux dont bénéficient les travailleurs résidents au Grand-Duché.

Lors de la partie protocolaire, de nombreux intervenants se sont succédé dans l'auditorium arlonais de la Mutualité socialiste. Les différents orateurs se sont employés à retracer l'historique, à rappeler l'essentiel des accords et d'envisager son évolution future. Les députés européens Estelle Ceulemans et Marc Angel, le

député fédéral Philippe Courard, la députée wallonne Mélissa Hanus, le premier conseiller du gouvernement grand-ducal Abilio Fernandes-Mores, deux des pères qui ont œuvré à l'accord de 1965, Jacques Huchon et Jean-Claude Reding, l'administrateur général de l'Inami, Benoît Collin, le président de la CNS grand-ducale, Christian Oberlé, le secrétaire régional de la FGTB, Joël Thiry et le secrétaire de l'OGBL, responsable des frontaliers se sont félicités en tout état de cause, d'un accord bilatéral qui est un des plus avancés en

Europe en matière de sécurité sociale.

La convention offre aux travailleurs frontaliers et à leur famille un niveau élevé de couverture de soins tout en leur laissant le choix de se soigner en Belgique ou au Luxembourg.

Une stèle commémorative a été inaugurée en présence de Mady Delvaux-Stehres, ministre luxembourgeoise qui a signé la ratification de la convention en 1995 et du fils de Magda De Galan, la ministre belge de l'époque, décédée l'année dernière.

CHRISTIAN VAN HERCK

### CHIFFRES

**NOMBRE DE RÉSIDENTS BELGES CONCERNÉS** : 96 000 y compris 7 500 pensionnés et 33 000 personnes à charge

**MONTANT COMPENSATOIRE PAYÉ PAR LE GRAND-DUCHÉ VERS LA BELGIQUE** :

En 2014 : 55 000 000€  
En 2018 : 64 000 000€  
En 2022 : 79 000 000€

**LE TAUX DE REMBOURSEMENT** des soins de santé est en moyenne de 75 % en Belgique et de 93 % au Grand-Duché de Luxembourg.

**L'INTERVENTION** grand-ducale en matière de soins de santé a augmenté de 42,19 % entre 2014 et 2022.

## Une période qui n'engendre pas l'optimisme

L'inquiétude vient notamment de la capacité financière à pérenniser cette convention.

Christian Oberlé, le président de la CNS, a rappelé qu'un premier accord avait été signé il y a 66 ans, bien avant la convention de 1995. Les deux pays avaient acté qu'ils défendaient les mêmes valeurs sur le plan social. Jean-Claude Reding, l'un des pères de cet accord, a regretté que la Grande Région, qui pourrait avoir un rôle essentiel dans une politique de santé commune et cohérente, soit freinée par des différences structurelles entre les quatre états. « Avec l'Allemagne et la Belgique, il y a de larges ouvertures, mais avec la France, c'est très compliqué », soupire-t-il.

Autre constat très pessimiste, celui des deux députés européens : « L'ADN de

L'Union européenne n'est pas social, c'est un marché économique », peste Estelle Ceulemans.

« Beaucoup de mes collègues oublient que l'Europe c'est 750 millions de citoyens, dont beaucoup travaillent. Et 1,5 million de travailleurs frontaliers, constate Marc Angel. Il y a très peu de propositions sociales. Les propositions pour l'amélioration de la vie des citoyens sont trop souvent victimes de blocages de l'un ou l'autre pays. C'est parfois décourageant. »

L'inquiétude vient aussi de la capacité financière à pérenniser et à développer une convention qui coûte très cher. « Il faut profiter de ce 30<sup>e</sup> anniversaire pour voir comment on peut la faire évoluer, prévient Christian Oberlé. Même chez nous au Luxembourg, il y a une pression budgétaire qui nous oblige à faire attention aux dépenses. » CVH

## 30 Jahre soziale Vorteile für Grenzgänger

**Das belgisch-luxemburgische Abkommen ist eines der fortschrittlichsten bilateralen Abkommen in Europa im Bereich der sozialen Sicherheit.**

### SOZIALES

**A**m heutigen Tag überqueren mehr als 220000 Grenzgänger, davon 45000 Belgier, überqueren jeden Tag

Tag die großherzogliche Grenze, um zu ihrer Arbeit zu gelangen. Der wirtschaftliche Aufschwung des Großherzogtums in den 1960er Jahren veranlasste die beiden Länder, den sozialen Schutz von Grenzgängern zu vereinbaren. Der belgische Grenzgänger hat für sich und seine Angehörigen die Wahl, ob er sich in Belgien oder im Großherzogtum behandeln lassen möchte. **Wenn er sich in Belgien behandeln lässt**, wird er nach den belgischen Inami-Tarifen erstattet, erhält aber später eine Ergänzung von der luxemburgischen CNS, die der Differenz zwischen einer großherzoglichen Erstattung und der belgischen Erstattung entspricht.

**Er erhält das Krankengeld des luxemburgischen Systems:** Im Falle eines Arbeitsausfalls behält er 52 Wochen lang sein Gehalt (die ersten 13 Wochen im Jahr).

von seinem Arbeitgeber bezahlt wird, die nächsten von der Krankenkasse). Über die 52 se-Hand, so erhält er 52 zusätzliche Hand- seen Krankengeld.

**Familienleistungen und Stipendien für höhere Studien:** Anspruch auf dieselben Familienleistungen wie in Luxemburg ansässige Personen bis zum Alter von 18 Jahren, bei höheren Studien bis zum Alter von 27 Jahren.

Zur Erinnerung: Eine aktuelle Entscheidung des Europäischen Gerichtshofs drängt den luxemburgischen Staat zu der Auffassung, dass ein unterhaltsberechtigtes Kind eines Grenzgängers, auch wenn es kein biologisches Kind ist, die gleichen Rechte wie ein biologisches Kind haben sollte.

gisch.

**Mutterschaftsurlaub nach großherzoglichem Recht:** Der Urlaub beginnt 8 Wochen vor dem voraussichtlichen Geburtstermin und dauert 12 Wochen nach der Geburt.

**Pflegeversicherung:** Hilfe durch eine dritte Person bei den grundlegenden Lebensverrichtungen, d. h. in den Bereichen Körperpflege, Gesundheit und Pflege.

Ernährung und Mobilität. Nicht zu vergessen **die Versicherung gegen Arbeitsunfälle, Arbeitslosigkeit, Rente und Jahresurlaub.**

All diese Sozialleistungen sind attraktiver als in Belgien und ziehen viele belgische Arbeitnehmer in das Großherzogtum.

Am Montag, dem großherzoglichen Nationalfeiertag, veranstalteten die Gewerkschaften, die Gegenseitigkeitsgesellschaft und sozialistische Politiker einen Informationstag und ein Kolloquium, um den 30



Minister, Abgeordnete und die linke Gewerkschaftsseite trafen sich zu einem wichtigen Jubiläum.

Jahrestag der Unterzeichnung des belgisch-luxemburgischen Abkommens, das belgischen Grenzgängern dieselben sozialen Vorteile bietet wie den im Großherzogtum ansässigen Arbeitnehmern.

Während des protokollarischen Teils folgten im Arloner Auditorium der Sozialistischen Mutualität zahlreiche Redner aufeinander. Die verschiedenen Redner bemühten sich um einen historischen Abriss, erinnerten an die wesentlichen Punkte der Abkommen und gaben einen Ausblick auf die zukünftige Entwicklung. Die Europaabgeordneten Estelle Ceulemans und Marc Angel, der

Abgeordneter Philippe Cou-rard, die wallonische Abgeordnete Mé-lissa Hanus, der erste Berater der großherzoglichen Regierung Abilio Fernan- des-Mores, zwei der Väter des Abkommens von 1965, Jacques Huchon, und Jean-Claude Reding, der Generalverwalter von Inami, Benoît Collin, der Präsident der großherzoglichen CNS, Christian Oberlé, der Regionalsekretär der FGFB, Joël Thiry, und der für die Grenzgänger zuständige Sekretär des OGBL begrüßten auf jeden Fall ein bilaterales Abkommen, das eines der fortschrittlichsten in Europa ist.

Europa im Bereich der sozialen Sicherheit sei.

Das Abkommen bietet Grenzgängern und ihren Familien ein hohes Maß an Gesundheitsversorgung, wobei sie die Wahl haben, sich in Belgien oder Luxemburg behandeln zu lassen.

In Anwesenheit der luxemburgischen Ministerin Mady Delvaux-Stehres, die 1995 die Ratifizierung des Abkommens unterzeichnete, und des Sohnes der im letzten Jahr verstorbenen damaligen belgischen Ministerin Magda De Galan wurde ein Gedenkstein eingeweiht.

CHRISTIAN VAN HERCK

### ZAHLEN

#### ANZAHL DER BETROFFENEN BELGISCHEN EINWOHNER:

96000 einschließlich 7500 Rentner und 33000 Personen zu Lasten.

#### VOM GROSSHERZOGTUM GEZAHLTER AUSGLEICHSBETRAG AN DIE BELGIEN:

Im Jahr 2014: 55000000€

Im Jahr 2018: 64000000€

Im Jahr 2022: 79000000€

**DIE RATE DER ERSTATTUNG DES Gesundheitsversorgun g liegt in Belgien bei durchschnittlich 75 % und im Großherzogtum Luxemburg bei 93 %.**

**Die großherzogliche**

#### INTERVENTION

des Großherzogtums im Bereich der Gesundheitsfürsorge wird zwischen 2014 und 2022 um 42,19 % erhöht.

## Eine Zeit, die nicht zu Optimismus Anlass gibt.

**Die Sorge gilt insbesondere der finanziellen Fähigkeit, dieses Abkommen auf Dauer zu erhalten.**

Christian Oberlé, der Präsident des CNS, erinnerte daran, dass vor 66 Jahren, lange vor dem Übereinkommen von 1995, ein erstes Abkommen unterzeichnet worden war. Die beiden Länder hatten damals vereinbart, dass sie im sozialen Bereich die gleichen Werte vertreten. Jean-Claude Reding, einer der Väter des Abkommens, bedauerte, dass die Großregion, die eine wesentliche Rolle in einer gemeinsamen und kohärenten Gesundheitspolitik spielen könnte, durch die strukturellen Unterschiede zwischen den vier Staaten behindert wird. "Mit Deutschland und Belgien gibt es große Öffnungen, aber mit Frankreich ist es sehr kompliziert", seufzte er.

Ein weiterer pessimistischer Befund ist der der beiden Europaabgeordneten: "Die DNA der Europäischen Union ist nicht mehr das, was sie einmal war."

*Die Europäische Union ist nicht sozial, sie ist ein Wirtschaftsmarkt", sagt Estelle Ceulemans.*

*"Viele meiner Kollegen vergessen, dass Europa aus 750 Millionen Bürgern besteht, von denen viele arbeiten. Und 1,5 Millionen Grenzgänger", stellt Marc Angel fest. Es gibt nur sehr wenige soziale Vorschläge. Vorschläge zur Verbesserung des Lebens der Bürger fallen allzu oft der Blockade d e s einen oder anderen Landes zum Opfer. Das ist manchmal entmutigend." Sorge bereitet auch die finanzielle Fähigkeit, ein sehr teures Übereinkommen zu verstetigen und weiterzuentwickeln. Wir müssen diesen 30.Jahrestag nutzen, um zu sehen, wie wir sie weiterentwickeln können", sagt Christian Oberlé. Auch bei uns in Luxemburg gibt es einen Budgetdruck, der uns zwingt, auf die Ausgaben zu achten." CVH*